Communistes

www.PCF.fr

# La Résistance des femmes

(p. 4)

# Nationaliser Mittal, un enjeu de salut public !

(p. 12)

Vidéo

Sans acier, pas d'industrie : pourquoi nationaliser ArcelorMittal maintenant

## Les petits marquis

Emmanuel Macron recase à tour de bras ses potos dans les sinécures de la République. On pense à Amélie de Montchalin, la nouvelle patronne de la Cour des comptes, tellement compétente qu'elle en oublie la liste des 133 000 millionnaires exonérés d'impôts ; on pense à Richard Ferrand élu à une voix près et grâce au RN au Conseil constitutionnel. Et puis ces jours-ci voici la garde rapprochée de l'Élysée qui s'accapare les postes. Mme Anne-Claire Legendre hérite de l'IMA, M. Emmanuel Moulin se verrait bien à la tête de la Banque de France, Mme Émilie Piette vise la RTE, Mme Constance Bensoussan voudrait la CNAM ou la CNAV si l'autre n'est pas libre. Etc., etc. Tous ces copinages s'opèrent sans vergogne, sans complexe et sans bruit. Si ces pantouflés durent aussi longtemps dans leurs nouvelles fonctions que Jack Lang n'a duré dans la sienne, on a des macroniens aux quatre coins de l'État jusqu'en… 2060. Le cauchemar…✪

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €**

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons ‹ lmons@pcf.fr ›**

**26 février, à partir de 18 h 30** : « Urgence climatique : que faire pour que la Terre reste habitable ? » Réunion publique organisée par les communistes de la Matheysine et du Trièves, avec les scientifiques Antonin Grandfond, Jad Halwani et le groupe Montagne du PCF. Café Beaumonde, rue du Jeu de Quilles, Château-de-La-Mure (38)

**7 mars, à partir de 10 h 30** : Matinée-débat à l'occasion du 8 Mars. Pour cet évènement, nous aurons le plaisir de mettre en lumière 3 femmes brillantes et engagées, qui nous donnerons leur point de vue sur des questions d'actualité : les conséquences de la montée de l'extrême droite en France et dans le monde sur les droits et la vie des femmes ; la représentation des femmes dans les instances de décision, des conseils municipaux au Parlement ; les leviers politiques nécessaires pour atteindre une égalité réelle entre femmes et hommes ; l'articulation entre la lutte pour les droits des femmes et les autres enjeux sociaux : précarité, écologie, accès aux services publics. La matinée sera suivie d'un repas (25 €) sur réservation uniquement (avant le 2 mars, au 0686816431). Cantine SNCF, Brive (19)

**8 mars, à partir de 10 h** : Journée internationale des droits des femmes, rassemblement et prises de parole à l'appel du centre d'analyse des mouvements populaires, du PCF 19, du Mouvement de la paix de la Corrèze, de l'UL CGT Tulle, des ami·es de Martha Desrumaux, du PRCF 19, appel ouvert. Place Albert-Faucher, Tulle (19)

**8 mars, à partir de 14 h** : Journée internationale des droits des femmes : rassemblement à Paris sur la place Stalingrad

**18 avril, à partir de 11 h 30** : Grand banquet des vétérans et leurs amis présidé par Igor Zamichiei, coordinateur de l'Exécutif national du PCF. Salle des fêtes, Saint-Sornin (03)

**5 juillet, à partir de 7 h** : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles. Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

**Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)**

**13 mars, 18 h :** Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel·le·s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

**17 avril, 18 h :** Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de *l'Humanité*. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Périclès.

**29 mai, 18 h :** Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du *Monde diplomatique*)

**19 juin, 18 h :** Faire l'histoire du matrimoine féministe… et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

# Mort de Quentin Deranque : Face à la violence, organiser le débat et l'action démocratiques

Le Parti communiste fançais exprime de nouveau sa plus vive émotion après la mort de Quentin Deranque survenue à Lyon à la suite de violences inadmissibles et d'un lynchage odieux qui a coûté la vie à cet homme en marge d'une conférence à Sciences-Po. Toute justification ou relativisation de ce crime abject, au regard des idées ou actes de la victime, est inacceptable.

C'est à la justice d'identifier et de condamner sévèrement ses responsables, son travail devant être scrupuleusement respecté, loin de toute conclusion hâtive et de toute récupération partisane. Nous refusons avec la plus grande fermeté toute instrumentalisation de ce drame visant à banaliser l'extrême droite, discréditer la gauche en l'assimilant à l'action de groupes violents ou détourner l'attention des urgences sociales et démocratiques.

Le PCF dénonce la violence comme méthode politique. Elle tourne le dos à notre idéal humaniste et constitue un piège. Elle nourrit l'escalade, obscurcit les responsabilités réelles et détourne des combats sociaux et démocratiques qui doivent se mener sur le terrain des idées et de l'action collective organisée. Chaque vie perdue dans un contexte de violence politique est un échec pour la démocratie et pour la République. Cela a été le cas notamment ces dernières années de Clément Meric et de Federico Martín Aramburú, morts sous les coups de l'extrême droite.

Nous condamnons les dérives de certains groupes se réclamant de l'antifascisme lorsqu'ils emploient eux-mêmes les méthodes que l'extrême droite développe depuis des décennies : organisation de milices, violences de rue, perturbations de débats ou de manifestations de salariés. Les militants du PCF et leurs locaux sont, à ce titre, régulièrement pris pour cible par l'extrême droite ou par ces groupes.

Notre parti, fort de son engagement dans les luttes actuelles, héritier d'une longue histoire politique et du lourd tribut payé par ses militant·es dans le combat contre l'extrême droite ou le colonialisme, appelle nos concitoyennes et concitoyens et toutes les forces à une mobilisation sociale et démocratique de grande ampleur.

L'action de groupes se complaisant dans le recours à la violence ne saurait être assimilée à l'engagement héroïque des résistantes et résistants dans une France occupée par les nazis dans laquelle toutes les voies légales et démocratiques de lutte avaient été supprimées par le régime de Vichy.

La lutte contre l'extrême droite ne se gagnera pas par des actions minorisantes dans des affrontements entre groupes organisés pour la violence. Ces actions conduisent en effet à une exacerbation des tensions utilisée par l'extrême droite pour encourager la multiplication des ratonnades ou l'organisation de milices contre les migrants conduisant là aussi à des victimes, à des meurtres. Il ne peut, de ce point de vue, y avoir d'indignation à géométrie variable.

La lutte contre l'extrême droite progressera par une action de masse des travailleurs et travailleuses et des forces démocratiques, par une lutte sociale et politique dans les entreprises, les quartiers, par le renforcement des syndicats et partis qui combattent son projet raciste, xénophobe et par les urnes.

Le PCF continuera, pour sa part, à combattre la loi du plus fort et à agir pour la défense de l'État de droit et l'extension de la démocratie, de la justice

sociale, le respect des droits individuels et collectifs, pour une République sociale, laïque et fraternelle, seule capable d'offrir une issue démocratique à un système capitaliste en crise profonde.

Il appelle toutes les forces républicaines à organiser collectivement et en toute responsabilité le débat et l'action démocratiques, à condamner sévèrement tout appel à la haine, à la violence, à la stigmatisation d'une partie de nos concitoyens en fonction de leur origine ou de leur genre, permettre le débat contradictoire et protéger les droits et libertés.✪

**Parti communiste français**
**Paris, le 19 février 2026**

# La Résistance des femmes

Plus de 150 personnes étaient réunies au siège du PCF, à Colonel-Fabien, pour une soirée consacrée à la résistance des femmes, en particulier communistes. Pour ce deuxième anniversaire de la panthéonisation du groupe Manouchian, le PCF a souhaité marquer le coup en mettant à l'honneur le rôle fondamental des femmes dans la Résistance.

La commission Droits des femmes et Féminisme et le secteur Archives et Mémoire du Parti ont uni leurs forces afin de proposer trois tables-rondes exceptionnelles.

Nos invité·es ont notamment répondu à ces questions fil rouge : Comment les faire sortir de l'ombre des héros ? Comment transmettre cette mémoire aux jeunes générations ? Comment les faire vivre dans notre histoire nationale et comme modèles d'engagement ?

Étaient présent·es : Dominique Bertail, dessinateur ; Carine Delahaie, rédactrice en cheffe de *Clara Magazine ;* Pierre Laurent, ancien secrétaire national du PCF, pour nous parler de sa grand-mère, Juste parmi les nations, Germaine Duchauffour-Rougies ; Jean-David Morvan, scénariste de bandes dessinées, notamment celle de Madeleine Riffaud ; Sabine Pesier, co-présidente du Mémorial national des femmes en résistance et en déportation ; Sandrine Treiner, ancienne directrice de France Culture, autrice d'un livre sur Olga Bancic ; Sylvie Zaidman, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Libération / Leclerc / Jean Moulin ; Isaline Choury, nièce de Danielle Casanova ; Catherine Vieu-Charier, ancienne adjointe à la Mairie de Paris en charge de la mémoire, secrétaire générale du comité français pour Yad Vashem.

Une soirée qui s'est inscrite dans la volonté d'une mémoire vive incitant à donner aux jeunes générations des exemples, des modèles d'engagement prônant la paix, la justice sociale et l'égalité, au-delà des frontières. Une culture de la paix profondément ancrée dans les luttes féministes. Danielle Casanova en était une pionnière en fondant l'UJFF. Résister avec humilité comme l'ont fait nombre de femmes n'est pas de l'autocensure ; ces résistantes n'ont pas eu la notoriété des héros de la Résistance alors que les institutions leur devaient une reconnaissance égale. Ces femmes, comme l'expliquait Carine Delahaie, reconstruisaient leur foyer et leur pays au sortir de la guerre, leur temps était bien occupé. Ces femmes ont montré leur capacité à prendre des responsabilités qui leur étaient confisquées. Elles ont montré le chemin. C'est ainsi un fait historique que la résistance des femmes a largement contribué à écrire l'Histoire.

Le PCF a la responsabilité de mettre en lumière cette mémoire, leurs noms et leurs visages, leur combat commun. Fabien Roussel a ainsi annoncé la tenue d'une commémoration annuelle de la déportation du convoi des 31 000 tous les 24 janvier, qui comprenait 119 communistes ou sympathisantes sur les 231 déportées, et notamment Danielle Casanova et Marie-Claude Vaillant-Couturier.

Une soirée qui s'est conclue par la voix forte et corse d'Isaline Choury pour rappeler la nécessité de porter la mémoire de la Résistance au regard de la vitalité de la lutte contre l'extrême droite aujourd'hui. ✪

**Shirley Wirden**
membre du CEN

# Garder notre âme de village

Être maire communiste aujourd'hui, c'est faire le choix du concret. Septèmes-les-Vallons est une ville de 12 000 habitants située entre deux grandes villes, Marseille et Aix-en-Provence. Dans ce territoire métropolitain dense, notre priorité est claire : améliorer la vie quotidienne des habitants tout en préservant ce qui fait l'identité de notre commune.

Préserver l'âme de village de Septèmes-les-Vallons est un choix politique assumé. Dans une métropole de 92 communes, nous avons su faire entendre la voix de notre ville et faire respecter ses spécificités. Cette reconnaissance repose sur des choix cohérents en faveur de la qualité de vie et de l'intérêt général.

Septèmes-les-Vallons est aussi une commune forestière, adossée à un massif qui constitue un patrimoine naturel remarquable. Cette richesse est une chance mais aussi une responsabilité. Protéger nos espaces naturels et la biodiversité, prévenir les risques incendie, maîtriser l'urbanisation : tout cela participe à une écologie populaire, qui protège sans exclure. Préserver la nature ici, c'est préserver la qualité de vie des habitants.

Notre commune est également citée en exemple pour sa politique de l'habitat. Nous défendons un développement maîtrisé, qui permet de répondre aux besoins de logement sans dénaturer la ville ni rompre les équilibres sociaux. Pour nous, l'habitat n'est pas un marché spéculatif, mais une question de dignité et de droit au logement.

Notre politique publique se traduit aussi dans des réalisations très concrètes. Notre restauration collective municipale en est un bon exemple. Elle permet de proposer aux enfants des repas de qualité, équilibrés, avec une attention portée aux produits et au goût. Ces menus sont réfléchis dans le cadre d'une commission « repas » réunissant cuisinier, diététicienne, élus et parents d'élèves, car derrière la restauration scolaire, il y a un choix politique : *celui de l'égalité, de la santé et du service public.*

Nous faisons également le choix de services publics accessibles à toutes et tous, avec des tarifications adaptées et un soutien constant aux écoles et aux nombreuses associations qui font vivre la solidarité locale. Pour nous, les associations ne sont pas des variables d'ajustement budgétaire !

Enfin, notre méthode repose sur la proximité. Un maire communiste est un maire présent, disponible, à l'écoute. Les habitants ne sont pas de simples usagers, mais des citoyens acteurs de leur ville.

Septèmes-les-Vallons montre qu'une autre gestion locale est possible : une gestion qui protège, qui anticipe et qui place la justice sociale au cœur de chaque décision. C'est cela, pour nous, le communisme municipal.✪

**André Molino**

Maire de Septèmes-les-Vallons

pleintemps

Activité en direction des retraité·e·s
06.08.81.18.61
d.junker92420@gmail.com

PCF

N° 83 février 2026

**être maire...**

Aujourd'hui, la domination capitaliste envahit toutes les sphères de la vie : le travail, la famille, l'intime, les relations humaines elles-mêmes. Et c'est précisément pour cela que les résistances surgissent partout. Elles expriment toutes une même exigence – celle d'une autre société. Ces luttes posent donc, consciemment ou non, la question de la rupture avec les logiques actuelles.

Mais cette rupture ne peut advenir que si les résistances, **les forces progressistes se rassemblent, se transforment en** force collective capable de s'imposer. C'est là que se joue l'enjeu politique décisif : construire un rassemblement large, populaire, majoritaire, qui traduise cette exigence de transformation.

**Un rendez-vous profondément politique**

C'est avec cette ambition que nous considérons que les élections municipales de mars 2026 vont être un rendez-vous décisif. Car les communes ne sont pas un échelon parmi tant d'autres. Elles sont, plus que jamais, des lieux de résistance et d'innovation, des espaces où l'on protège, où l'on invente, quand tout pousse à l'abandon et au repli.

Les prochaines élections municipales seront un moment clé pour opposer à la loi du plus fort une autre logique : celle du bien commun, de l'égalité territoriale, de la démocratie réelle. Un moment essentiel pour mettre en place des politiques de résistance face à l'austérité, pour la défense des services publics, la protection des plus fragiles.

Un moment essentiel aussi pour innover. Un moment essentiel encore parce qu'on ne construit aucun rapport de force national durable sans ancrage local, sans politique concrète, sans victoire qui montrent que l'alternative n'est **pas un slogan, mais une réalité vécue. Ces élections seront** essentielles pour redonner confiance.

**Les retraité.e.s sont concerné.e.s par ces élections**

C'est déjà au niveau communal, qu'en fonction des choix opérés par la municipalité, les réponses à leurs besoins seront effectives ou ignorées. Par ces compétences, la ville peut améliorer la situation des retraité.e.s si notamment :

- le Centre communal d'Action sociale est à l'écoute des besoins, informe sur les aides financières, accompagne dans les démarches administratives, la recherche d'aides à domicile, la lutte contre la pauvreté, fait de la prévention, favorise les activités intergénérationnelles ;
- la mise en œuvre d'un Plan local de l'habitat prend en compte et anticipe le vieillissement de la population et finance des logements pour personnes âgées fragiles, précaires ;
- les services publics locaux répondent bien aux besoins de la population, centre de santé, transports, traitement des déchets, chauffage…

Ces exigences sont présentes dans les programmes des candidat·e·s présenté·e·s ou soutenu·e·s par le PCF. Mettons pour ce choix !

Daniel Junker

**c'est être au service**

DANS CE NUMÉRO


- Loi Grand Ign : nous sommes désormais au pied du mur page 2
- Venezuela : un acte de guerre perpétré par la première puissance de l'OTAN page 3
- Loi de financement : mobilisons-nous pour la sécurité sociale intégrale page 4

# Face à Bayrou, une nouvelle ère pour Pau

Pau est la capitale du Béarn et la préfecture des Pyrénées-Atlantiques (64). Elle compte 80 000 habitant·e·s (140 000 avec l'agglomération). Elle a été dirigée par des équipes de gauche à dominante PS de 1971 à 2014 avec des maires comme André Labarrère et Martine Lignières-Cassou, avant de devenir « le fief » de François Bayrou. Olivier Dartigolles y a été conseiller municipal, de majorité puis d'opposition, avant de passer à une nouvelle étape de sa vie personnelle en 2023.

C'est une belle ville, très arborée, avec une vue magnifique sur les Pyrénées, et dont les différents quartiers ont une identité bien marquée entre quartiers ''bourgeois » et « populaires ». Son économie repose sur les services de l'État, la présence d'une université, d'un important hôpital et de quelques grandes entreprises du secteur de la pétrochimie (Centre Jean-Feger de TotalEnergies) ou de l'aéronautique et de la métallurgie (Centre Éole de Safran Helicopter Engines). Autour de Pau, le secteur agricole reste important avec les vignes du Jurançon, la production laitière de vaches et brebis, ainsi que le maïs (Euralis).

Depuis 2014, Bayrou n'a eu de cesse de laisser sa marque avec de nombreux travaux de prestige en centre-ville. En une dizaine d'années, la dette de la ville a doublé (!), les tarifs des services municipaux (cantines, bus, parkings) ont fortement augmenté, et si le centre-ville est devenu une vitrine ou une « carte postale », la vie quotidienne et le tissu associatif ont été fort délaissés, voire malmenés…

Depuis avril 2025, face à François Bayrou et face à une extrême droite unie, à l'initiative de Jérôme Marbot, tête de liste PS, une dynamique de rassemblement de la gauche sociale, écologique, citoyenne, sans préalable ni exclusive, s'est progressivement mise en place.

Cette dynamique s'est notamment construite au fil d'ateliers programmatiques et de soirées publiques thématiques. Le PCF y a participé activement, par exemple par la venue depuis Paris d'Hélène Bidard ou en faisant de son traditionnel banquet départemental (150 participant·e·s) un moment fort de rassemblement. Nos propositions programmatiques sont entendues : gratuité des transports en commun en commençant immédiatement par le libre accès aux bus des catégories de la population en ayant le plus besoin ; clauses sociales et environnementales dans les appels d'offre publics pour que « grands travaux » riment désormais avec formation et embauche de jeunes ou de privés d'emplois de longue durée ; renforcement des jumelages existants et mise en œuvre de nouveaux jumelages, par exemple avec une ville ou un camp de réfugiés palestiniens, etc.

Au sein de la liste « Nouvelle ère » de très large rassemblement à gauche - qui va du NPA à Place publique (hors LFI) – le militantisme de notre section locale est bien pris en compte avec 7 communistes et sympathisant·e·s candidat·e·s. À parité et de tous âges, elles et ils apportent une vraie « plus-value » : artisan, infirmière, retraités, ouvriers ou cadres de la pétrochimie ou de la fonction publique, autoentrepreneur en service à la personne, cartographe gestionnaire de base de données… Ils et elles sont aussi tou·te·s investi·e·s au niveau associatif ou syndical.

Une victoire face à Bayrou aurait un impact local et national. Au pire, notre Parti va retrouver une place en conseil municipal, et au mieux, en cas de victoire, nous allons exercer des responsabilités en lien avec les dossiers portés pour améliorer concrètement la vie quotidienne des Paloises et des Palois. Pour une ville de Pau qui prend soin de tou·te·s !✪

**Ivan Lanta, co-chef de file PCF**

**1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.**

## *24/29 février 1936 (8)*

# Ernst Thaelmann

Jean Craignou avait été blessé lors de la manifestation antifasciste du 9 février 1934 : ce communiste du 12e arrondissement, tapissier de son métier, avait reçu une balle de revolver qui lui avait traversé le cou ; il est mort le 23 février. Un communiqué du Comité central du PCF souligne que Jean Craignou « s'est battu héroïquement pour épargner à notre pays la honte du fascisme » et appelle les travailleurs de la région parisienne à lui « apporter un dernier salut » et « lui assurer des obsèques grandioses samedi après-midi ».

Le 28 février, *l'Humanité* consacre un dossier de huit pages intitulé « Il faut arracher Thaelmann aux griffes du fascisme hitlérien ». Né à Hambourg en 1886, il avait rejoint le KPD en 1920, dirige l'insurrection de Hambourg, passe à la clandestinité, devient président du parti en 1925, double le score électoral communiste de 1928 à 1932. Il est arrêté le 3 mars 1933 par les nazis. Thorez propose qu'il soit le président d'honneur du 7e congrès de l'Internationale communiste en 1935.

La Chambre des députés ratifie le 26 février le pacte franco-soviétique. Par 353 voix contre 164. « Un succès important des défenseurs de la paix » titre *l'Humanité*. Dans un éditorial intitulé « Qui provoque ? », le directeur du quotidien Marcel Cachin évoque le dépit des forces réactionnaires et proallemandes. « La signature du pacte franco-soviétique fut dans le monde un spectacle inédit. C'est la première fois que l'on entend des représentants de grands peuples comme la France et l'Union Soviétique déclarer que jamais ils ne se feront la guerre l'un à l'autre. C'est la première fois qu'ils admettent que s'ils sont attaqués, ils se prêteront assistance contre le criminel qui brisera la paix. »

La guerre, la paix, il en est beaucoup question dans la presse. On parle ainsi d'un étrange putsch qui s'est passé au Japon, organisé par des officiers fascistes qui bénéficient de la complicité de l'armée. Les mutins pourraient se rendre, mais on parle aussi du glissement de ce pays vers une dictature militaire. La guerre, la paix, c'est aussi le sujet d'un article de Jacques Duclos qui se félicite de l'initiative de l'ARAC, l'Association républicaine des anciens combattants, fondée par Henri Barbusse, d'organiser un « pèlerinage » à Verdun, pour le vingtième anniversaire des combats sur ce front. « Qu'ils aillent nombreux les anciens combattants sur les champs de bataille de Verdun, qu'ils aillent puiser dans le souvenir des heures atroces qu'ils ont vécues, la volonté inébranlable de tout faire pour empêcher la guerre. »✪

**Gérard Streiff**

**Le carré rouge** (série)

# Paul Vaillant-Couturier (5)

**En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».**

**Paul Vaillant-Couturier** 1892-1937. Le 16 octobre 1937, il est le premier dirigeant du PCF inhumé dans cette 97e division. Né Couturier, il accolera à son patronyme le nom de sa mère, Vaillant. En 1916 il adhère à la SFIO. Mobilisé à la guerre de 14-18, il y sera blessé par deux fois. En 1917, sous le titre de « Chanson de Lorette », d'un auteur anonyme, il publiera cette chanson, plus connue sous le nom de « La chanson de Craonne » entonnée après le Chemin des Dames par les soldats mutinés. La même année, avec Henri Barbusse et Raymond Lefebvre, il créera l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants).

En 1920 il participe à la création du PCF. Journaliste, rédacteur en chef de *l'Humanité* de 1926 à 1929, puis de 1935 à sa mort, Marcel Cachin dira qu'il était « un maître du journalisme français… capable à lui seul de pourvoir aux exigences de toutes les rubriques de *l'Humanité* ». En 1935 il est au Bureau politique du PCF.

Il est élu à Villejuif, au premier tour, aux municipales de 1929 et 1935, puis conseiller de la Seine.

Issu d'une famille d'intellectuel·les : cantatrices, peintres, directeurs de théâtre, journalistes, il s'adonne à plusieurs de ces disciplines et fonde en 1932 l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires (AEAR) ; il en deviendra le secrétaire. Avec Aragon et Jean-Richard Bloch, il créera la première Maison de la culture.

En 1932, à sa création, il met le Groupe Octobre en relation avec Jacques Prévert. En 1935 il est à l'origine de la chorale de l'AEAR, qui deviendra en 1936 la Chorale populaire de Paris.

En 1936 et 1937 il réalise pour *l'Humanité* deux grands reportages sur la guerre d'Espagne.

En 2012, dans un numéro hors-série de *l'Humanité* sur Vaillant-Couturier, la rédaction évoque « un homme curieux, un poète qui brûlait la vie par les deux bouts, riait, peignait, écrivait des rimes, jouait des mélodies, filait le week-end en Ariège ripailler et chasser avant de revenir dare-dare le lundi matin prendre son poste au journal l'Humanité. » Sans oublier ses talents d'orateur.

Il meurt subitement à 45 ans. Plus d'un demi-million de personnes l'accompagnent, de la Maison Henri Barbusse, siège de l'ARAC (51, avenue Simon Bolivar, Paris 19e), au Père-Lachaise, en présence de représentants du Front populaire comme Blum, de nombreux représentants du gouvernement, certains présents, d'autres s'étaient fait représenter, comme Chautemps président du Conseil. D'autres comme l'infâme Georges Bonnet, alors ministre des Finances, s'étaient inscrits pour une garde d'honneur.

Les honneurs militaires lui seront rendus par deux compagnies de gardes mobiles. Les obsèques seront radiodiffusées, un seul discours, celui de Marcel Cachin, des haut-parleurs seront installés sur les boulevards de Ménilmontant et de Belleville, soit sur près d'un kilomètre. Sur la dalle de sa tombe, son masque mortuaire.

Formé en catastrophe en mars 1938 devant l'offensive rebelle sur le Front d'Aragon, le 10e bataillon des brigades internationales portera son nom de Paul Vaillant-Couturier.

Comme pour Barbusse, sa sépulture n'apparaît pas sur le plan du Père-Lachaise du Guide Bleu de Paris, Hachette 1939.✪

**Gérard Pellois**

Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/

# Faire reculer durablement l'extrême droite

Après la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque à Lyon, notre pays est saisi d'émotion et de tensions. Rien ne peut justifier qu'un jeune homme de 23 ans perde la vie. La justice doit travailler en toute indépendance et établir toute la vérité sur le déroulé des événements.

Dans le même temps, nous refusons toute instrumentalisation de ce drame. Depuis plusieurs jours, le Rassemblement national et divers groupuscules identitaires exploitent ce meurtre pour légitimer leurs thèses, multiplier les intimidations et encourager des démonstrations de force inquiétantes. Des ratonnades, des dégradations et des provocations se multiplient dans plusieurs villes. Le gouvernement ne peut rester silencieux face à la montée de ces violences organisées. En premier lieu, la manifestation prévue samedi à Lyon, qui doit rassembler tout ce que l'Europe compte de militants néofascistes, doit être interdite par le préfet du Rhône.

Nous le disons clairement, pour les antifascistes, l'heure n'est pas à la lutte violente dans la rue. Le mouvement ouvrier et les communistes ne doivent pas se perdre dans le piège des modes d'actions minoritaires. La constitution de milices, la chasse à l'homme et la recherche du combat violent sont aujourd'hui les méthodes de l'extrême droite. Le combat contre l'extrême droite est un combat politique, social, idéologique, pas un concours viril de brutalité.

L'extrême droite vise la conquête du pouvoir au grand jour. Seule une action de masse, politique et à visage découvert peut répondre à ce danger et défendre pied à pied les conquêtes démocratiques et sociales.

La situation prouve que les modes d'action minoritaires violents ne font pas reculer l'extrême droite. Ils la nourrissent, ils lui permettent de se victimiser, de se banaliser et d'alimenter une escalade dont les premières victimes sont toujours les classes populaires et la jeunesse.

Le gouvernement ne peut pas réduire la situation à un face-à-face caricatural entre "extrêmes", effaçant les responsabilités politiques et les clivages de classe. Ce climat de surenchère détourne l'attention des urgences et des priorités : précarité étudiante, salaires insuffisants, chômage des jeunes, crise du logement, démantèlement des services publics, sélection sociale à l'université. Autant de conséquences des politiques au service du patronat qui ont fait le lit de l'extrême droite. En niant ces enjeux, le bloc central veut empêcher la prise de conscience et l'organisation des travailleuses et travailleurs.

L'extrême droite prospère sur le désespoir social. Elle prétend défendre le peuple tout en s'opposant aux hausses de salaires, aux droits syndicaux, aux investissements publics dans l'éducation et la santé. Elle divise les travailleurs selon leur origine, leur religion ou leur orientation sexuelle, pour faire oublier l'exploitation capitaliste.

La réponse ne sera ni dans la sidération, ni dans la surenchère violente. Elle sera dans la reconstruction d'un mouvement populaire, de masse, ancré dans les lycées, les CFA, les universités, les écoles, les quartiers et les entreprises. Renforcer la conscience de classe, organiser la jeunesse, reconstruire des collectifs puissants : voilà le chemin pour isoler durablement l'extrême droite.

Face aux provocations et aux stratégies de tension, nous appelons à la responsabilité, à la fermeté démocratique et à la mobilisation sociale. C'est par l'engagement collectif, la lutte organisée et l'espoir concret d'une transformation sociale que nous ferons reculer les idées de haine.

Le Mouvement Jeunes Communistes de France continuera son combat antifasciste contre l'extrême droite sans relâche et sans concession.

Nous revendiquons immédiatement :

- La dissolution des groupuscules d'extrême droite.
- L'inéligibilité pour toute personne condamnée pour injure raciale, LGBTphobe ou antisémite.
- L'interdiction de la manifestation fasciste de samedi à Lyon.✪

Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

# Fin du SCAF, fin d'un mythe franco-allemand

Dans le traité 4+2 (dit traité de Moscou) signé en 1990 portant règlement définitif concernant l'Allemagne, la RFA, la RDA, les États-Unis, la République française, la Grande-Bretagne et l'URSS « confirmaient leur disposition » à *« renforcer la sécurité, en particulier en adoptant des mesures efficaces de contrôle des armements, de désarmement et de confiance ; leur volonté de ne pas se considérer les uns les autres comme des adversaires mais d'œuvrer en faveur d'une relation de confiance et de coopération. »* C'est une définition de la sécurité collective et une illustration de l'esprit d'Helsinki.

Trois décennies plus tard, malgré tous les engagements, l'OTAN s'est étendue vers l'Est et l'ensemble du continent se livre à une nouvelle course au surarmement. La crise structurelle de l'UE illustre en outre les forces centrifuges à l'œuvre au sein des différentes classes dirigeantes européennes. Les classes dirigeantes allemandes cherchent à construire une Europe de la Défense sous leadership stratégique et industriel allemand, fondé sur le réarmement du pays. En 2026, le gouvernement fédéral pourra dépenser au total 524,54 milliards d'euros, dont 108,2 milliards d'euros pour sa défense. Soit un nouveau sommet depuis la fin de la guerre froide en matière de dépenses militaires. Le chancelier allemand n'a d'ailleurs aucun mal à déclarer l'intention de son pays de se doter de la « première armée d'Europe ». Dans ce contexte, les entreprises françaises font face à ce qui pourrait constituer un nouveau « point zéro » pour l'industrie française, dont l'avenir paraît de plus en plus morose. En témoigne, notamment, la controverse autour du Système de combat aérien du futur (SCAF) mis sur pied à la demande de la puissance publique, initialement confié à la coordination du désormais franco-allemand Airbus Defence and Space, avec Dassault Aviation à la maîtrise d'œuvre et devant associer, outre le partenaire espagnol, Indra Sistemas, l'allemand MTU Aero Engines.

Après avoir été âprement disputée à Dassault Aviation par la partie allemande, la question de la maîtrise d'œuvre de ce programme majeur de « l'Europe de la Défense » ne sera finalement pas tranchée. Pourtant, Dassault Aviation est l'entreprise qui dispose du plus grand savoir-faire de la filière européenne, vérifié par le succès du Rafale[1]. Tandis que les partenaires échouaient à se mettre d'accord, Outre-Manche les industriels britanniques organisaient la concurrence, avec le futur avion de combat de BAE Systems. De son côté, il y a quelques jours, Airbus se dit prêt à travailler avec de « nouveaux partenaires », en soutenant une proposition à deux avions de combat.

Ces dernières annonces, qui font planer le doute sur l'avenir de la force de frappe industrielle française, sont pourtant loin de survenir dans un ciel sans nuage. Au sein du groupe Airbus Defense, le risque de déséquilibre se précise et se creuse, renforçant l'ascendant de la branche allemande. Avec le Scaf, la tendance se précise et fait redouter une réorganisation sur le modèle du projet européen « Bromo », qui vise à regrouper des activités d'Airbus Defence and Space (ADS) et de Thales Alenia Space (TAS) sur fond de casse sociale et de perte de leadership industriel pour le secteur aérospatial français.

Malgré l'ampleur des risques, le gouvernement français ne prend aucune mesure et semble se désintéresser de la question. La sauvegarde de l'industrie du pays, dont il ne parvient pas à faciliter la coopération, n'est clairement pas sa priorité ! On voit ici toute l'impasse des politiques libérales de désindustrialisation du pays, qui se vérifie également dans le domaine de l'industrie d'armement.

Sur le fond du dossier, l'utilité du nouvel aéronef promis dans le cadre du programme de système de combat aérien du futur n'a rien d'une évidence, en ce qui concerne au moins la composante aérienne de la dissuasion nucléaire. Pour certains observateurs, l'entrée des technologies d'armement dans l'ère du « tout spatial » (avec le missile hypersonique Orechnik dont la

vitesse atteint désormais 13 000 km/h) pourrait questionner l'utilité d'un projet qui ne pourrait voir son aboutissement qu'aux abords des années 2050. Ce risque d'obsolescence lié aux délais de production concerne également le projet du nouveau porte-avions promu par le gouvernement français.

Il existe des alternatives ! La poursuite des travaux de développement et de perfectionnement technologique du Rafale (modèle 5), complété par un dispositif extra-atmosphérique de conception française, pourrait constituer une alternative crédible au Scaf, tout en permettant de préserver la souveraineté industrielle française.

Demain, la fusion des activités de production dans le domaine spatial, au sein du programme européen « Bromo », pourrait avoir un impact important sur l'équilibre des forces entre la France, l'Allemagne et l'Italie, aux conséquences également très incertaines pour l'avenir de l'industrie française.

L'« Europe de la Défense » voit le jour dans un contexte intensément concurrentiel, dont l'industrie française risque bien de faire les frais. La concurrence allemande prend toujours plus le pas sur les entreprises françaises jusque dans la commande publique nationale. Les exemples sont nombreux. Les missiles surface-air de moyenne portée franco-italiens développés par Eurosam (groupement des entreprises Thales, MBDA et Leonardo) font face à la concurrence allemande. Fusils HK, camions, chars lourds… l'industrie allemande rafle la commande publique de l'Armée de Terre. Demain, les camions cargos R180 de Renault vont céder le pas aux « Zetros » d'Arquus et Daimler (dont l'Armée de Terre vient d'acquérir 6 000 unités). Seul le canon César semble faire figure d'exception.

La montée en puissance militaire, industrielle et financière promue par les classes dirigeantes allemandes ne se fait pas sans l'accord des États-Unis, ce dont témoigne le récent partenariat conclu par l'industriel allemand Rheinmetall avec l'américain Anduril ou la demande de prise de participation à hauteur de 25 % du capital de KNDS France par la partie allemande. Les rapprochements du type Anduril-Rheinmetall trahissent des liens de dépendance technologique auxquels la France parvient pour le moment partiellement à échapper. Mais pour combien de temps ? Il est à rappeler qu'à l'heure actuelle, les accords de partenariat entre les géants européens de l'industrie de l'armement ne font l'objet d'aucune réglementation stricte en matière de souveraineté et que la France est l'un des seuls pays à maîtriser la filière complète de l'armement. Une position qui fait d'elle l'un des obstacles naturels aux appétits hégémoniques des uns et des autres.

Alors que l'Europe fait face à l'escalade guerrière, l'heure n'est plus aux projets d'armement coûteux à l'utilité plus qu'incertaine !

Le combat pour la paix et le désarmement global ne peut s'appuyer que sur des choix industriels conclus par des nations souveraines et associées, engagées à œuvrer ensemble, sur un pied d'égalité, dans une relation de confiance et de coopération, pour l'avenir commun de l'humanité. Pour cela, la France pourrait avoir un rôle décisif à jouer.

Les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. En retrouvant la maîtrise publique de ses moyens de production (en développant un pôle public de Défense), la France peut s'opposer à la perte de maîtrise industrielle et au démantèlement de son appareil productif, dans l'objectif de mettre sa politique de défense au service d'une politique de paix.✪

**Jean-Charles Schmidt**
Responsable de la commission Défense
Pour échanger avec nous : com.def@pcf.fr

1. Le Rafale, de construction entièrement française, échappe actuellement à la réglementation ITAR qui s'applique à tous les composants de construction américaine. Ce qui permet sa commercialisation partout dans le monde.

**PCF SOUSCRIPTION (cliquez)**

***Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.***

**Je verse :**.....€ Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Communistes
2, place du Colonel-Fabien -Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

# Nationaliser Mittal, un enjeu de salut public !

Le constat est simple et sans appel : l'appareil productif français peut atteindre le point de non-retour. Le décrochage français est constant avec un patronat qui a organisé le grand déménagement de nos industries : 62 % des emplois des groupes français sont hors du territoire national et le « made in France » ne représente au mieux qu'un gros tiers de la consommation nationale.

La place de la sidérurgie y est centrale comme secteur industriel à part entière et parce qu'elle alimente tout un ensemble de filières. Alors qu'il y a à peine 30 ans la sidérurgie européenne représentait un quart de la production mondiale, elle peine aujourd'hui à approcher des 10 %.

Derrière les promesses et les sourires de façades, l'ogre Mittal a patiemment dépecé ce secteur industriel. Il se fait prier sur les investissements à réaliser pour convertir les sites français condamnés à court terme par la réglementation européenne. Il supprime des emplois en France et continue d'affaiblir l'appareil productif pendant qu'il investit aux États-Unis. Il rapatrie des fonctions support en Inde où il produit à bas coût de l'acier avec des fours au charbon.

Il nous ment sur toute la ligne :

- En osant se plaindre du soutien de l'État français qui l'abreuve docilement d'argent public comme on l'a vu avec le déplacement en grande pompe de Macron à Dunkerque.
- En agitant la concurrence chinoise comme un chiffon rouge. C'est faux. Si la Chine produit aujourd'hui la moitié de l'acier mondial, cette production est destinée pour l'essentiel aux besoins industriels chinois. C'est en fait Mittal qui organise la concurrence entre ses propres sites en important massivement en Europe depuis le Brésil ou l'Inde. Et si l'accord convenu lors de la visite présidentielle de Macron en Inde entrait en vigueur, l'acier indien ne serait plus taxé et inonderait plus encore le marché européen.

Pour défendre la souveraineté industrielle nationale et européenne face à un tel patron voyou, le pays n'a pas d'autre choix que de recourir à la nationalisation. Pour mettre sous contrôle public un secteur essentiel. Pour garantir les investissements nécessaires à décarboner la sidérurgie française, à convertir les chaines de productions aux normes européennes, à permettre la montée en gamme d'un appareil productif que Mittal a laissé le plus souvent devenir vétuste.

Le parti communiste est pleinement engagé, aux côtés de la bataille syndicale courageusement menée notamment par la CGT qui demande la nationalisation.

Une pétition militante initiée par les communistes est à disposition du plus grand nombre pour y contribuer massivement.

Dans tout le pays, les élu·e·s locaux et parlementaires communistes sont engagés dans la lutte, sur le terrain, les piquets de grève et tous les Hémicycles.

Avec d'autres élu·e·s de gauche, une proposition de loi a recueilli une majorité à l'Assemblée nationale en faveur de la nationalisation d'Arcelor Mittal France. Pour garantir le chemin parlementaire le groupe CRC-K l'a inscrite dans sa niche parlementaire dans l'espoir de trouver au Sénat une majorité pour faire grandir la possibilité d'une nationalisation. Elle est d'autant plus urgente que le CSE européen se réunit dès le lendemain pour valider une série de destruction d'emplois dans toute l'Europe.

Plus que jamais, la nationalisation de Mittal qui concentre l'essentiel de la filière sidérurgique française est un enjeu de salut public.

Aux côtés des travailleurs du secteur, les communistes ne lâcheront pas.✪

**Aymeric Seassau**
membre du CEN